

Grande-Bretagne-Union européenne/Diplomatie

Brexit : les négociations dans "un moment crucial"

AFP
Londres/Grande-Bretagne

Jugement de la Première ministre Theresa May qui s'adressait hier aux députés.

LA Première ministre britannique a estimé hier que les négociations sur le Brexit étaient à un moment "crucial", à trois jours d'un sommet qui doit sceller l'accord de retrait et la déclaration politique sur la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni.

"Les négociations sont maintenant à un moment crucial", a déclaré Theresa May devant les députés britanniques. "Tous nos efforts doivent être concentrés sur la collaboration avec nos partenaires européens afin de mener ce processus à terme, dans l'intérêt de tous les citoyens".

Le sort de l'enclave de Gibraltar et la question des futurs droits de pêche des Européens dans les eaux britanniques font partie des principaux problèmes restant à résoudre pour conclure ces tractations d'une complexité inédite, à environ quatre mois du départ britannique, prévu le 29 mars 2019.

"La souveraineté britannique à Gibraltar sera protégée" après le Brexit, a ajouté la dirigeante britannique, au lendemain d'une discussion téléphonique avec le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez.

L'Espagne a menacé de s'opposer à tout accord sur le Brexit dimanche si elle n'obtient pas que soit inscrit noir sur blanc qu'elle disposerait d'un droit de veto sur les négociations futures concernant l'enclave britannique. Ce à



Photo : AFP

La Première ministre Theresa May hier devant les députés : "Les négociations (pour le Brexit) sont maintenant à un moment crucial".

quoï le chef de l'exécutif de Gibraltar a répliqué que Madrid brandissait le "fouet" dans les discussions.

Theresa May a également abordé la question sensible du futur accès des flottes européennes aux eaux territoriales du Royaume-Uni. Certains pays européens comme la France insistent pour que l'accès au marché européen du poisson pêché par les Britanniques soit lié à l'accès aux eaux territoriales britanniques pour les Européens.

"Nous avons rejeté tout lien entre l'accès à nos eaux territoriales et l'accès aux marchés", a-t-elle dit. "Nous négocierons l'accès et les quotas sur une base annuelle, comme le font d'autres Etats côtiers indépendants", a-t-elle ajouté, citant la Norvège et l'Islande.

"PARTENARIATS AMBITIEUX" • Au lendemain d'une visite éclair de Mme May à Bruxelles, un projet de "déclaration politique" de 26 pages, préparé par

les deux équipes de négociateurs, a été transmis hier aux capitales européennes. Ce texte a été "convenu au niveau des négociateurs et accepté en principe au niveau politique, sous réserve de l'approbation des dirigeants" lors du sommet européen exceptionnel de dimanche, a annoncé le président du Conseil européen Donald Tusk.

Le document sera joint au "traité de retrait" du Royaume-Uni, de 585 pages, qui détricote les liens noués pendant plus de 40 ans d'adhésion du Royaume-Uni et a fait l'objet d'un accord la semaine dernière.

Cette déclaration politique, consultée par l'AFP, "établit les paramètres d'un partenariat ambitieux, large, approfondi et flexible" en matière de commerce, de politique étrangère, de défense et de sécurité. Mais contrairement au traité, même si elle revêt une forte portée politique, pour fixer le cadre de négociations qui ne pourront démarrer qu'après le

Brexit, programmé fin mars 2019.

Les deux équipes de négociations sont aussi convenues que la période de transition post-Brexit pourra être prolongée jusqu'à deux ans après la fin 2020, la date initialement prévue dans le traité de retrait.

Pendant cette transition, le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles de l'UE et d'y contribuer financièrement, sans cependant participer aux décisions, au grand dam des partisans britanniques d'une rupture nette et rapide.

L'annonce de ces progrès a fait bondir la livre britannique face au dollar, mais a également entraîné des commentaires acerbes au sein même de la majorité conservatrice de Theresa May.

"L'accord de retrait ne passera jamais l'étape de la Chambre des Communes", a réagi le député tory Mark Francois, membre du European Research Group, un groupe de députés conser-

vateurs eurosceptiques.

"EQUILIBRE DELICAT" • Theresa May retournera samedi à Bruxelles pour finaliser les négociations, à la veille du sommet.

Plusieurs pays européens parmi les 27 avaient insisté en coulisses pour que les négociations accélèrent et que les capitales disposent d'un temps suffisant pour examiner les textes, faute de quoi le sommet pourrait être reporté selon des diplomates.

"La France et l'Allemagne sont d'accord : il ne doit pas y avoir de négociations lors du Conseil européen (dimanche) et les textes doivent donc être prêts à l'avance", a expliqué une source diplomatique.

"C'est un équilibre délicat à trouver", a déclaré une autre source diplomatique. Les 27 ne veulent pas d'un texte transmis "au dernier moment" mais ils "comprennent bien que Mme May a besoin d'un peu de dramaturgie pour montrer qu'elle a négocié jusqu'au bout".

Etats-Unis/Politique

Trump s'oppose de nouveau au chef de la Cour suprême

AFP
Washington/Etats-Unis

Une première passe d'armes, absolument inédite, avait eu lieu la veille.

DONALD Trump a poursuivi hier, au matin de la traditionnelle fête de Thanksgiving, sa querelle inédite avec le chef de la Cour suprême des Etats-Unis au sujet du blocage de son décret censé verrouiller le droit d'asile.

"Le juge Roberts peut dire ce qu'il veut mais la 9e juridiction est un désastre intégral et absolu", a dénoncé sur Twitter le président américain, juste après avoir souhaité, en lettres capitales, un "JOYEUX

THANKSGIVING A TOUS !", une journée censée être un moment d'apaisement et de consensus national.

Le locataire de la Maison Blanche ne décolère pas depuis que cette cour d'appel de San Francisco a suspendu lundi son décret qui prévoyait de rejeter automatiquement les demandes d'asile déposées par des personnes ayant traversé illégalement la frontière. Il avait dénoncé une décision prise par un juge "pro-Obama".

Le président de la Cour suprême s'était alors permis de recadrer Donald Trump. "Nous n'avons pas de juges pro-Obama, ou Trump, ou Bush, ou Clinton", lui avait répondu dans un communiqué John Roberts, juge

conservateur nommé par l'ex-président républicain George W. Bush.

« Je suis désolé, M. le président John Roberts, mais il existe effectivement des "juges pro-Obama" », avait répondu M. Trump, accusant ces magistrats de prendre des décisions "choquantes" entravant sa politique de fermeté anti-immigration.

"Les juges ne doivent pas Légiférer sur la Sécurité à la Frontière ou n'importe où. Ils n'y connaissent rien et mettent notre Pays en danger", a-t-il de nouveau tempêté hier.

"Nos professionnels géniaux des Forces de l'Ordre DOIVENT ETRE AUTORISES A FAIRE LEUR TRAVAIL", a-t-il insisté.



Photo : AFP/L'Union

Le président Donald Trump a remis une couche hier dans sa querelle avec le président de la Cour suprême, John Roberts.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. Mini-remaniement du gouvernement**

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a procédé hier à un mini-remaniement gouvernemental, après la récente démission du ministre de l'Intérieur et le décès de la ministre de l'Environnement.

• **Centrafrique/Combats. Au moins deux morts au PK 5**

Au moins deux personnes ont été tuées et six blessées dans des combats mercredi à Bangui entre deux milices aux abords du PK5, quartier abritant la majorité des musulmans de la capitale centrafricaine, selon des sources concordantes.

• **Ethiopie/Politique. Une ancienne opposante à la tête de la Commission électorale**

Une ancienne dirigeante de l'opposition éthiopienne récemment rentrée d'exil, Birtukan Mideksa, a été nommée hier à la tête de la Commission électorale chargée de préparer les élections générales de 2020.

• **RDCongo/Un hélicoptère de l'Onu touché par des tirs rebelles dans l'est**

Un hélicoptère de la Mission de l'Onu a été touché hier par des tirs des rebelles musulmans ougandais (ADF) dans l'est de la République démocratique du Congo sans faire de victimes parmi les Casques bleus, a-t-on appris de source onusienne.

A travers le monde

• **Haïti/Manifs. L'appel de la communauté internationale**



Photo : AFP

La communauté internationale a appelé hier les acteurs politiques haïtiens au dialogue tout en dénonçant les violences, alors que le pays vient de vivre des manifestations meurtrières au cours desquelles la jeunesse a réclamé la démission du président Jovenel Moïse.

• **Yémen/Conflit. L'Onu veut une accalmie avant les consultations de paix**

L'émissaire de l'Onu Martin Griffiths a rencontré hier le dirigeant rebelle à Sanaa avant d'aller à Hodeida, principal front de la guerre au Yémen, avec l'objectif d'obtenir une véritable accalmie avant les consultations de paix prévues début décembre en Suède.